



Depuis Reagan, le “néoradicalisme” de Washington

Par [Maxime Chaix](#)

Mondialisation.ca, 08 janvier 2017

[Le Blog de Maxime Chaix.info](#) 17 décembre 2016

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Histoire et Géopolitique](#)

À l'issue d'une campagne particulièrement [virulente](#), et sauf coup de théâtre, un démagogue milliardaire à l'équilibre psychologique [incertain](#) va devenir le 45ème Président des États-Unis. Depuis cet échec historique de la candidate démocrate, ses partisans nous mettent en garde sur les dangers de la future présidence Trump, ce qui n'est pas dénué de fondements vu les [dérapages](#), la [personnalité](#) et l'[entourage](#) du « populiste » républicain. Ils semblent néanmoins oublier que la « progressiste » Hillary Clinton est réputée tant pour son [militarisme excessif](#) que pour son [étroite proximité](#) avec les milieux bancaires à l'origine d'une [crise systémique](#) sans précédent – après un quart de siècle de déréglementation financière initiée sous Ronald Reagan et aggravée par ses successeurs. Fatalement, les connivences d'Hillary Clinton avec Wall Street ne pouvaient que [mettre en doute](#) sa volonté de réguler le secteur de la finance, ce qui l'a grandement desservie durant cette campagne.

En politique étrangère, comme l'a [souligné](#) un chercheur américain basé à Moscou, les dirigeants russes étaient persuadés que les États-Unis tenteraient de déclencher une guerre contre la Russie en cas de victoire d'Hillary Clinton. Au lendemain des élections, un proche conseiller de Vladimir Poutine [confirma](#) cette préoccupation majeure du Kremlin, qui avait notamment conduit les autorités russes à [alerter leur population](#) sur les risques de Troisième Guerre mondiale – une démarche extrême visant probablement à intimider l'Occident, mais dans un contexte tendu au point d'inquiéter le [ministre des Affaires étrangères allemand](#) ou l'[ancien Président russe](#) Mikhaïl Gorbatchev. Selon le [chef d'états-majors interarmées](#) du Pentagone, la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne en Syrie aurait conduit la Maison-Blanche à déclarer la guerre à la Russie et ses alliés locaux. Malgré cette mise en garde, Hillary Clinton entendait imposer cette « solution » dans la guerre en Syrie, comme s'en étaient alarmés différents experts auprès du [Guardian](#) en octobre dernier. Chantre d'une « [responsabilité de protéger](#) » ayant abouti au [chaos libyen](#), elle souhaitait [intensifier](#) le soutien [déjà conséquent](#) des États-Unis en faveur de rebelles pas aussi « [modérés](#) » qu'on nous les a décrits jusqu'à présent. Et selon de nombreux spécialistes, dont l'[ancien directeur de cabinet](#) de Leon Panetta à la CIA et au Pentagone, Hillary Clinton aurait ambitionné de renverser l'État syrien – malgré l'appui militaro-diplomatique du Kremlin en faveur du gouvernement el-Assad.

Dans un contexte aussi périlleux – et quoi que l'on pense de Donald Trump –, le fait qu'il veuille mettre un terme à cette escalade et adopter une ligne politique moins hostile envers la Russie ne peut qu'être rassurant, comme l'avait souligné le grand reporter [Régis Le Sommier](#). Reste à savoir si le futur Président y parviendra, ce qui est loin d'être garanti au vu des [antagonismes structurels](#) entre Washington et Moscou. D'ailleurs, le Congrès [vient d'interdire](#) à nouveau la coopération militaire entre les États-Unis et la Russie,

tout en [autorisant](#) pour la première fois le Pentagone à fournir des [missiles anti-aériens](#) aux rebelles en Syrie. Qu'elle soit concrétisable ou pas, cette volonté d'apaisement de Donald Trump a été [saluée](#) par la représentante démocrate Tulsi Gabbard – l'ex-conseillère du candidat Bernie Sanders dans le domaine des affaires étrangères, et l'une des parlementaires [les plus pacifistes](#) du Congrès. Une telle ouverture d'esprit est rare chez les Démocrates, et plus généralement chez les partisans d'Hillary Clinton. En effet, vanté par une [écrasante majorité de la presse américaine](#), le « progressisme » de l'ancienne rivale de Trump les empêche de percevoir son radicalisme, qui aurait pu aboutir à une guerre entre les États-Unis et la Russie. Inquiets de la victoire du « populiste » républicain, ils ne semblent pas non plus avoir conscience des dérives préoccupantes du gouvernement américain, en particulier depuis les attentats du 11-Septembre.

En effet, lorsqu'ils décrivent le futur Président comme une menace à la paix et à la démocratie, ils oublient le fait que George W. Bush et son successeur ont mené des politiques particulièrement agressives à l'étranger ([interventions](#), [exécution](#), [détentions](#) illégales) et autoritaires sur leur territoire ([surveillance](#), [expulsions](#), [incarcération](#) de masse). Dans la majorité des cas, ils ont pu imposer ces décisions en vertu de [pouvoirs exorbitants et incontrôlés](#), que Barack Obama vient d'[élargir unilatéralement](#), et dont le futur locataire de la Maison-Blanche héritera légalement. Depuis les attentats du 11-Septembre, les [prérogatives présidentielles](#) se sont démesurément renforcées, et l'on peut considérer que l'appareil de sécurité nationale est devenu si gigantesque et puissant qu'il constitue désormais une « [quatrième branche du gouvernement](#) », mais qui n'est pas soumise aux contre-pouvoirs démocratiques. Ce contexte menaçant pour l'état de droit américain et pour la paix mondiale semble échapper à la majorité des citoyens qui s'alarment, [à juste titre](#), de la future présidence Trump.

La radicalisation néolibérale de Washington depuis Reagan

En réalité, depuis l'ère Reagan, les prédécesseurs de Donald Trump n'ont pas véritablement fait preuve de modération, non seulement dans leurs politiques militaro-sécuritaires, mais également dans leurs réformes socio-économiques. En effet, l'imposition progressive du [néolibéralisme inégalitaire](#) depuis les années 1980, puis la brusque instauration du [néoconservatisme guerrier](#) à partir du 11-Septembre ont été accompagnées d'un [durcissement sécuritaire permanent](#) – malgré les alternances entre Présidents démocrates et républicains. D'ailleurs, les politiques de [surveillance extrajudiciaire](#) et d'[incarcération de masse](#) ont été respectivement [lancées](#) et [aggravées](#) par le « [progressiste](#) » Bill Clinton, dont le [bilan économique positif](#) fut ensuite éclipsé par sa [responsabilité centrale](#) dans la dérèglementation bancaire et la crise financière qui s'ensuivit.

Ce phénomène, que nous pourrions appeler le « néoradicalisme » de Washington, date en fait de Ronald Reagan. En effet, la dérégulation néolibérale amorcée par ce Président a été aggravée par ses successeurs, ce qui a fini par déstabiliser l'ensemble du système financier global. Selon l'économiste colombien [Daniel Munevar](#), « *cette tendance (...) a ensuite été poursuivie par l'administration de George Bush senior, approfondie par le gouvernement du démocrate [Bill] Clinton et portée à ses extrêmes par George W. Bush. La dérégulation du système financier a créé les conditions d'une expansion sans précédent du crédit privé, semant par là-même les germes de la crise financière actuelle et, par suite, de la récente explosion de la dette publique.* » Comme l'a souligné le commissaire et spécialiste de la criminalité financière [Jean-François Gayraud](#), « *les lois de dérégulation ont mis en place une nouvelle architecture du monde autour [du triptyque] (...) "privatisations, rigueur*

budgétaire, libre-échange » ». Et d'après l'économiste [Jean-Michel Quatrepoint](#), ce processus néolibéral a eu des conséquences particulièrement néfastes en Occident (chômage de masse, désindustrialisation, explosion des inégalités...), ce que les classes moyennes et défavorisées ont subi jusqu'à présent, et qui expliquerait en grande partie la victoire du rival d'Hillary Clinton.

Depuis les années 1980, le néoradicalisme de Washington est donc un phénomène *structurel* et *bipartisan*, qui a encouragé l'explosion des inégalités [aux États-Unis](#) et [dans le monde](#), et l'instabilité géopolitique globale depuis la présidence de George W. Bush. En conséquence, ce processus a attisé un mécontentement populaire dont la victoire de Donald Trump pourrait être le paroxysme [aggravant](#), contrairement aux attentes de ses électeurs. Dans tous les cas, le résultat de ce scrutin semble moins constituer l'avènement soudain du « [fascisme](#) » aux États-Unis que la conséquence logique d'une radicalisation constante des élites américaines depuis la présidence Reagan. Consacrant la primauté des intérêts privés, cette administration et les suivantes ont imposé un néolibéralisme [insidieusement autoritaire](#), récemment désigné dans le *Guardian* comme « *la source de tous nos problèmes* », et de plus en plus massivement rejeté par les populations occidentales depuis le krach boursier de septembre 2008 (référendum grec, Brexit, élection de Trump, risques d'Italexit...).

La radicalisation néoconservatrice de Washington depuis Bush Jr.

À la suite des attentats du 11-Septembre, ce néoradicalisme de Washington fut exacerbé par les [errances guerrières](#) et les [lois liberticides](#) de l'administration Bush. Sur la scène internationale, ces excès militaristes résultèrent essentiellement du [projet méconnu d'hégémonie mondiale](#) des [néoconservateurs](#), dont « [Richard Perle](#), [Douglas Feith](#) et [Elliott Abrams](#) – ainsi que leurs compagnons de route tels que [Paul Wolfowitz](#) ». Au début des années 1980, ces derniers [quittèrent](#) le Parti Démocrate « et prêtèrent allégeance au Républicain de droite Ronald Reagan. Au sein de l'équipe de politique étrangère du nouveau Président, ils formèrent un important noyau dur pro-israélien, défendant le concept de "paix armée". À la fin de l'ère Reagan, » ils se distinguèrent par « leur engagement en faveur des politiques de changement de régime au Proche-Orient, de confrontation avec la Russie, et d'opposition à des institutions multilatérales telles que les Nations-Unies. »

Une décennie plus tard, après avoir été [nommés](#) aux postes clés de la sécurité nationale par le Vice-président-élu Dick Cheney, ces mêmes individus concrétisèrent leurs projets militaristes en les justifiant par le 11-Septembre, avec des résultats calamiteux : [guerre perpétuelle](#) contre une mouvance jihadiste pourtant [soutenue par les alliés sunnites des États-Unis](#) ; [destabilisation durable](#) de l'Irak ; au moins [1,3 million de morts](#) engendrés par la « guerre globale contre la terreur » ; près de [5 000 milliards](#) de dollars de dépenses militaro-sécuritaires [ayant précipité](#) la crise financière de 2008 et le [réarmement mondial](#) ; [unilatéralisme et affaiblissement](#) du Droit international onusien ; guerres [secrète](#) et [économique inefficaces](#) pour contrer le programme nucléaire ambigu et l'influence croissante de l'Iran ; bouleversement de l'équilibre stratégique mondial suite au retrait des États-Unis du [traité ABM en 2002](#) et à la relance du « [bouclier antimissile](#) » ; rejet explicite de l'unilatéralisme américain par la Russie [à partir de l'année 2007](#)... À l'[exception notable](#) de leur ancien chef de file Dick Cheney, qui a soutenu Donald Trump, les néoconservateurs à l'origine de ces politiques désastreuses ont [majoritairement appuyé](#) la candidature d'Hillary Clinton – des soutiens qui ne l'ont pas aidée à rétablir sa [popularité vacillante](#).

Et si les élites occidentales n'avaient pas conscience de leur radicalité ?

Perpétué par un Président Obama [plus subtilement belliciste](#) que son prédécesseur, ce néoradicalisme de Washington est aujourd'hui symbolisé tant par le [militarisme débridé](#) d'Hillary Clinton que par l'[autoritarisme excessif](#) de Donald Trump, dans un contexte de [néolibéralisme hégémonique](#) depuis l'ère Reagan. Or, si le vainqueur de ce dernier scrutin semble conscient de sa radicalité – qu'il a probablement exagérée pour séduire les électeurs [les plus extrémistes](#) –, son ex-rivale incarne, [selon un chroniqueur](#) du *New York Times*, les « *dangers de la pensée unique élitiste, de la vénération du pouvoir de la Beltway, du culte d'une action présidentielle au service d'idéaux douteux. [Hillary Clinton symbolise] les périls d'une imprudence et d'un radicalisme qui ne sont pas perçus comme tels par les intéressés, puisqu'ils sont convaincus que si une idée est dominante et banalisée chez les grands et vertueux [dirigeants], elle ne peut être une folie* ».

Comme exemples d'idées radicales et majoritaires à Washington, ce chroniqueur cite le soutien bipartisan à la guerre d'Irak de George W. Bush, qui avait été [votée par Hillary Clinton](#) lorsqu'elle était sénatrice. Il fait également référence à la dérégulation financière amorcée par Reagan et aggravée par ses successeurs, dont nous avons rappelé les conséquences néfastes pour les travailleurs occidentaux, notamment dans les États post-industriels de la [Rustbelt](#). En réponse à leur déclassement, un certain nombre d'électeurs américains ont choisi un candidat [outrancièrement « populiste »](#). Or, ce dernier a finalement recruté plusieurs [milliardaires](#) aux postes clés de son cabinet, et sa victoire a engendré depuis un mois des [hausse record à Wall Street](#) – renforçant les multinationales qu'il a continuellement fustigées durant sa campagne. Depuis son élection, Donald Trump est tout de même revenu sur des [promesses](#) trop extrêmes. En parallèle, il a poursuivi sa dénonciation des impacts négatifs du [libre-échange](#), critiquant les [délocalisations](#) des entreprises américaines. Et il a de nouveau blâmé les [interventions militaires](#) dans le [Grand Moyen-Orient](#), qui ont causé plus d'[un million de morts](#) et mobilisé des trillions de dollars pour des objectifs moins antiterroristes ([Irak](#), [Afghanistan](#)) ou humanitaires ([Libye](#), [Syrie](#)) que géostratégiques.

Priorisant l'abandon de cet interventionnisme et le redressement économique des États-Unis – des principes soutenus par les progressistes [Tulsi Gabbard](#) et [Bernie Sanders](#) –, cette remise en cause du consensus néolibéral et néoconservateur de Washington par le futur Président est [loin](#) d'être [garantie](#). Néanmoins, ses arguments de rupture sont critiqués par [de nombreux observateurs](#), dont ceux qui considèrent que les orientations militaristes et libre-échangistes de ses prédécesseurs ne peuvent être contestées. Ainsi, bien que poussées à leurs extrêmes depuis la présidence Reagan, ces politiques sont rarement désignées par les médias comme la principale cause des séismes électoraux qui secouent l'Occident. En effet, lorsque l'on analyse les raisons de la victoire de Trump, les ingérences [non prouvées](#) de la Russie, les [fuites compromettantes](#) de Wikileaks, les « [fausses informations](#) » sur les réseaux sociaux et le [revirement surprise](#) du FBI à quelques jours du scrutin constituent des explications nettement plus commodes pour l'*establishment* pro-Clinton – qui refuse d'admettre sa grande part de responsabilité dans cette débâcle électorale.

Dans ce contexte de déni collectif, la future présidence Trump est souvent perçue comme une catastrophe imminente, ce qui est hélas [probable](#). Néanmoins, comme nous l'avons souligné, le néolibéralisme sans limite a grandement appauvri les classes moyennes, l'appareil militaro-sécuritaire américain s'est dangereusement renforcé, et la perspective d'une victoire d'Hillary Clinton suscitait des craintes fondées de guerre mondiale et

d'impunité de Wall Street. Ignorant cette réalité, et puisqu'elles ont massivement rejeté la candidature d'un [extrémiste notoire](#) au profit d'une concurrente pourtant [loin d'être modérée](#), *les élites occidentales ne semblent pas prendre la mesure de leur radicalisme* – dont nous avons fait remonter les origines à l'ère Reagan, et qui s'est aggravé à partir du 11-Septembre.

En effet, lorsque nos dirigeants fondent leurs décisions sur *ce qu'ils pensent être* l'[efficacité économique](#), la [lutte contre le terrorisme](#), la [protection des peuples opprimés](#) ou l'[exportation de la démocratie](#), ils sont susceptibles d'être aveuglés par la conviction d'agir au nom du « Bien » – ce qui justifie tous les abus (dérégulation forcenée, dumping social et fiscal, lois liberticides, guerres chaotiques...). Chez nos élus, cette perception trompeuse de ce qu'est l'intérêt général est renforcée par le conformisme médiatique, qui s'est récemment manifesté par l'[unanimité de la presse](#) en faveur d'une candidate pourtant réputée militariste, antirusse et trop favorable aux intérêts de Wall Street. Or, nous savons désormais que de telles dérives politiques peuvent avoir des conséquences inattendues, indésirables, et parfois même dévastatrices. Ainsi, sans une prise de conscience de ce néoradicalisme en Occident, des catastrophes comparables au [krach](#) de 2008, à l'[austérité nocive](#) ou aux guerres d'[Irak](#), d'[Afghanistan](#) et de [Libye](#) ont vocation à se répéter, au nom du « Bien » mais au détriment de l'humanité.

Maxime Chaix

La source originale de cet article est [Le Blog de Maxime Chaix.info](#)

Copyright © [Maxime Chaix](#), [Le Blog de Maxime Chaix.info](#), 2017

Articles Par : **[Maxime Chaix](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca